

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12 , Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221)33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

REPUBLIQUE DU SENEGAL

**AUTORITE DE REGULATION DES
MARCHES PUBLICS
(ARMP)**

**AGENCE NATIONALE DE LA CASE DES
TOUT-PETITS
(ANCTP)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE
DE LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE
DE LA GESTION 2009**

RAPPORT FINAL

(mai 2011)

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12 , Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221)33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 24 mai 2011

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics (ARMP)
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber
Dakar**

Monsieur le Directeur Général,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi (administratif, financier et technique) et de contrôle des marchés conclus par l'Agence Nationale de la Case des Tout - Petits (ANCTP) pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2009.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Nouveau Code des Marchés Publics et ses textes d'application afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par l'Agence Nationale de la Case des Tout - Petits (ANCTP) avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière des marchés est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après. Ces travaux appellent de notre part les remarques et observations ci – après :

1. Réserves

- a) les commandes directes sont quasiment la règle dans la politique d'approvisionnement de l'Agence Nationale de la Case des Tout-petits (ANCTP). Ainsi, le contrôle de l'échantillon de transactions sélectionnées à partir des fiches de suivi budgétaire qui nous ont été transmises a permis de constater que sur un total de 288 080 958 F CFA, des achats estimés à 256 652 136 FCFA (89% du total) ont été effectués par commandes directes, donc sur des bases non concurrentielles et constituent de ce fait des ententes directes non autorisées en violation des dispositions de l'article 75 du CMP. Il convient de souligner que ce montant de 288 080 958 F CFA représente 30,68 % du cumul des charges à décaisser qui sont estimées à 938 844 634 F CFA au 31 décembre 2009 (hors salaires, charges sociales et fiscales, abonnement chez les concessionnaires des services publics d'eau, d'électricité et de téléphone et frais financiers).
- b) les mêmes natures d'opérations font l'objet de multiples achats fractionnés dont les montants cumulés dépassent largement les seuils de passation des marchés par appel d'offres (acquisition de matériel informatique, de batteries de cuisine, de tables et chaises pour élèves, de nattes, de cahiers d'activités... pour un cumul de marchés fractionnés estimé à 176 968 439 F CFA) ;
- c) l'examen des offres des soumissionnaires à la DRP portant sur la confection des cahiers d'activités a permis d'identifier des indices de collusion car les factures pro forma fournies par l'entreprise Génie Conseil, l'Imprimerie du Centre, l'Imprimerie du Midi et de l'Occident Africain, Distribution Plus et Ninissa Déco présentent de nombreuses similitudes laissant entrevoir qu'elles proviennent de la même source ou de sources liées ;

2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes substantiels à l'issue de notre mission

- a) la Commission des Marchés n'a pas été régulièrement constituée conformément aux dispositions de l'article 35 du CMP ; a fortiori le rapport annuel de ladite Commission des Marchés, destiné à la DCMP et à l'ARMP en application des dispositions de l'article 141 du CMP n'a pas été préparé ;
- b) la Cellule de Passation des Marchés n'a pas été régulièrement constituée comme l'exige l'article 35 ci – avant mentionné et les rapports trimestriels requis n'ont pas non plus été établis et transmis à la DCMP et à l'ARMP ;
- c) de nombreuses insuffisances ont été notées dans le classement et l'archivage de la documentation nous empêchant d'effectuer certains travaux prévus dans notre programme de vérification
- d) nous n'avons pu obtenir ni balance générale, ni balance auxiliaire des comptes fournisseurs, ni comptes du grand livre, pour nous permettre de nous assurer de

l'exhaustivité des enregistrements figurant sur l'état d'exécution budgétaire sur la base duquel notre échantillon a été établi.

Au regard des points évoqués aux paragraphes 1 et 2 ci - avant, notre avis est que l'Agence Nationale de la Case des Tout - Petits (ANCTP) ne s'est pas conformée aux procédures de passation et d'exécution des marchés édictées par le décret 2007 – 545 portant Code des Marchés Publics.

	SOMMAIRE	Pages
	Lexique des abréviations et sigles	6
1	Synthèse des non conformités et des recommandations	7
1.1	Tableaux de synthèse des non conformités et des recommandations	8
1.2	Synthèse des non conformités sur l'exécution financière	10
1.3	Tableau de synthèse des Violations du CMP par marché	12
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	16
2.1	Contexte de l'intervention	17
2.2	Objectifs de la mission	18
2.2.1	Objectifs généraux	18
2.2.2	Objectifs spécifiques	18
2.2.3	Etendue des travaux	19
2.2.4	Rapports émis au terme de la mission	22
3	Approche méthodologique	23
3.1	Phase N° 1 : Revue approfondie des textes de référence	24
3.2	Phase N° 2 : Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	25
3.3	Phase N° 3 : Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	26
3.3.1	Module 1 : Audit de la préparation des marchés	27
3.3.2	Module 2 : Audit de la gestion de l'attribution	28
3.3.3	Module 3 : Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	29
4	Résultats des travaux	30
4.1	Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	31
4.1.1	Commission des marchés	31
4.1.2	Cellule de passation des marchés	31
4.1.3	Charte de Transparence et d'éthique en matière de passation des marchés	31
4.1.4	Documents de programmation de la passation des marchés	32
4.1.4.1	Plan de passation des marchés	32
4.1.4.2	Avis général de passation des marchés	32
4.1.5	Rappel des seuils applicables à l'ANCTP	32
4.2	Examen des marchés	33
4.2.1	Périmètre couvert par nos travaux	33
4.2.2	Marchés conclus hors procédure concurrentielle	35
4.2.3	Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	48
	Annexe 1 : Lettre de transmission du rapport provisoire	49

Liste des abréviations et sigles

AOO	Appel d'Offres Ouvert
ANCTP	Agence Nationale de la Case des Tout-Petits
ARMP	Autorité de Régularisation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Demande d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
RAPEV	Rapport d'Evaluation
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1
SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

- les commandes directes sont quasiment la règle dans la politique d'approvisionnement de l'Agence Nationale de la Case des Tout-petits (ANCTP). Ainsi, le contrôle de l'échantillon de transactions sélectionnées à partir des fiches de suivi budgétaire qui nous ont été transmises a permis de constater que sur un total de 288 080 958 F CFA, des achats estimés à 256 652 136 FCFA (89% du total) ont été effectués par commandes directes, donc sur des bases non concurrentielles et constituent de ce fait des ententes directes non autorisées en violation des dispositions de l'article 75 du CMP. Il convient de souligner que ce montant de 288 080 958 F CFA représente 30,68 % du cumul des charges à décaisser qui sont estimées à 938 844 634 F CFA au 31 décembre 2009 (hors salaires, charges sociales et fiscales, abonnement chez les concessionnaires des services publics d'eau, d'électricité et de téléphone et frais financiers).
- les mêmes natures d'opérations font l'objet de multiples achats fractionnés dont les montants cumulés dépassent largement les seuils de passation des marchés par appel d'offres (acquisition de matériel informatique, de batteries de cuisine, de tables et chaises pour élèves, de nattes, de cahiers d'activités... pour un cumul de marchés fractionnés estimé à 176 968 439 F CFA).
- l'examen des offres des soumissionnaires à la DRP portant sur la confection des cahiers d'activités a permis d'identifier des indices de collusion car les factures pro forma fournies par Génie Conseil, Imprimerie du Centre, Distribution Plus et Ninissa Déco présentent de nombreuses similitudes laissant entrevoir qu'elles proviennent de la même source ou de sources liées ;

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

- se conformer aux dispositions du CMP en matière d'acquisition de fournitures et services ;
- se conformer aux dispositions de l'article 54 -2 du CMP afin de bannir tout fractionnement ;
- assurer la transparence des procédures de DRP et bannir les pratiques collusives en s'assurant d'une concurrence réelle ;

1.2 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE

- le contrôle de l'exactitude arithmétique de plusieurs factures nous a permis de détecter des écarts de 7 000 000 F et 10 000 F relatifs respectivement à des achats de billets d'avion en destination des Etats Unis et de Bamako. Une erreur de report du coût d'achat d'un billet d'avion dans l'état récapitulatif de suivi budgétaire a également été identifiée. Ces anomalies sont l'illustration d'un manque de rigueur dans la mise en œuvre des procédures de contrôle des opérations comptables et des vérifications préalables à la mise en règlement des factures.
- plusieurs liasses comptables ne comportent que les factures et copies de chèques ; ni les bons de commandes, ni les bordereaux de livraison ne sont joints aux documents de paiement.
- la facture acquittée par le fournisseur MAH BAT qui a fourni des consommables informatiques mentionne que le règlement a été fait par espèces pour 1 221 300 F alors qu'un règlement par chèque ou virement bancaire est requis pour toute opération dont la valeur dépasse 100 000 F CFA. S'y ajoute que la pièce de caisse dépense n'a pas été jointe à la liasse de règlement.
- aucun support de versement de la TVA précomptée n'a été présenté à la mission.
- la mission a identifié un paiement libellé au nom d'une personne physique alors que la facture a été établie par une personne morale.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE

- veiller à la correcte mise en œuvre des contrôles de l'exactitude arithmétique des factures avant leur mise en paiement ;
- s'assurer que les commandes sont dûment autorisées et que les prestations sont effectives avant la mise en paiement des factures ;
- établir des chèques ou ordonner des virements bancaires pour les paiements supérieurs à 100 000 F CFA ;
- libeller les paiements au nom des personnes émettrices des factures ;

1.3 SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Description	Fournitures de bureau	Consommables informatiques	Imprimerie Générale	« Tuut Tank »	Frais de mission International	Entretien et réparation des véhicules
Nature	Fourniture	Fourniture	Fourniture	Fourniture	PS	PS
Attributaires	ETS WELY-LA SENEGALAISE MULTI SERVICES- PAPEX-STABURO	TMF-MAH BAT- PROMAINT-ETS WELY-PAPEX	IMOA	LA ROCHETTTE- IMOA	ADA VOYAGES- AZUR VOYAGES- DES MEMBRES DE L' AGENCE Y COMPRIS LA DG	OIL LIBYA-SICAS- RENOVATION AUTOMOBILE-GKH- SENEGALAISE DE L' AUTOMOBILE- AFRIQUE PAREBRISSE- GARAGE DIAMBAR
Montants en F CFA TTC	4 279 825	4 297 000	9 180 000	7 025 112	40 156 100	22 407 239
Violation de l'article 4 sur la terminologie du CMP				✓	✓	✓
Violation de l'article 27 des directives de l'UEMOA sur le fractionnement	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Violation des l'article 43, 44, 45 et 46 du CMP sur les conditions à remplir pour prendre part aux marchés et les renseignements et justifications à fournir	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 44 du COA sur la régularisation		✓				
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 54-2 du CMP	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Violation de la réglementation sur les paiements	✓	✓	✓	✓	✓	✓

Description	Acquisition de matériel informatique	Batterie de cuisine	Tables élèves	Chaises élèves	Mobilier et Matériel de bureau	Aménagement Services Extérieurs/Centraux
Nature	Fourniture	Fourniture	Fourniture	Fourniture	Fourniture	PS
Attributaires	PROMAINT-TMF	MAH BAT- OUSMANE KEBE- NT TRADING- CHEIKH DIAGNE	CHEIKH DIAGNE- LA SENEGALAISE MULTI SERVICES- ETS KEUR KHADIM	GIE MASSOMAI MULTI SERVICES- POK-AVDISTRUB GIE-EMAF	PROMAINT- FIDUSEN-ORCA- ELECTROOLUS- CHEZ JAMAL	ETS NDIAYE ET FRERES-JARDINIER- QUINCAILLERIE GENERALE-DIGITAL PLANET-MASTER OFFICE-LA SENEGALAISE MULTI SERVICES-QSSFM- KKR-SONATEL
Montants en F CFA TTC	19 935 000	17 247 000	10 713 900	25 200 000	6 530 358	4 879 675
Violation de l'article 27 des directives de l'UEMOA sur le fractionnement	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Violation des l'article 43, 44, 45 et 46 du CMP sur les conditions à remplir pour prendre part aux marchés et les renseignements et justifications à fournir	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 54-2 du CMP sur le fractionnement	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Violation de la réglementation sur les paiements	✓	✓	✓	✓	✓	✓

Description	Nattes	Matériel didactique des CTP	Cahiers d'activités	Formation suivi-évaluation	Communication-Promotion-NTIC	Honoraires et indemnités diverses
Nature	Fourniture	Fourniture	Fourniture	Fourniture	PS	PS
Attributaires	ETS WELY-NT TRADING-QUINCAILLERIE DE L'ISLAM	ETS WELY-POK-NT TRADING-AWA GUEYE	IMPRIMERIES DU MIDI	SEMINARISTES	LE FORUM-ETS TIGER INDUSTRIES-CERCLE MESS DES OFFICIERS- COUVERTURE MEDIATIQUE-MKD CREATIONS- CANAL INFO NEWS-INTER AF-GROUPE LE MESSENGER-SOLEIL	FAMALE KEITA
Montants en F CFA TTC	25 590 000	5 543 400	29 970 000	36 619 200	8 515 320	1 810 000
Violation de l'article 4 sur la terminologie			✓		✓	✓
Violation de l'article 27 des directives de l'UEMOA sur le fractionnement	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Violation des l'article 43, 44, 45 et 46 du CMP sur les conditions à remplir pour prendre part aux marchés et les renseignements et justifications à fournir	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 54-2 du CMP sur le fractionnement	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Violation de la réglementation sur les paiements	✓	✓	✓	✓	✓	✓

SECTION 2
CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2009 et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées dans les termes de référence de la mission.

2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION

2.2.1 Objectifs Généraux

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 Décembre 2009, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes.

2.2.2 Objectifs Spécifiques

Il s'agira dans le cadre de cette mission:

- (a). d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- (b). de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- (c). de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- (d). d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- (e). de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- (f). d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- (g). de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- (h). d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et

déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;

(i). d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;

(j). de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

2.2.3 Etendue des travaux à effectuer

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2009, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références :

a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon est composé comme suit :

- au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés,
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

Nous devons procéder, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique doit porter sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants:

- Contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- Diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- Conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- Justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- La conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- La qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- L'état de fonctionnement des ouvrages ;
- Les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- La cohérence des quantités ;
- La mise à jour des malfaçons ;
- Les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- Etc.

2.2.4 Rapports émis au terme de la mission

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports seront soumis sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprendront également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport portera sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports seront élaborés conformément aux indications des termes de référence.

SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE

3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis de garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;

- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique.
-

3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHÉS

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement l'Agence Nationale de la Case des Tout Petits (ANCTP) pour apprécier la capacité des structures et de systèmes à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions de l'article 35 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet, le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir... Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « ...un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants... » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants seront effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés.
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin existe-t- il réellement ?
- le besoin est – il bien quantifié et valorisé ?

Les contrôles porteront sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication de procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ?),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

- vérification de l'existence des registres des marchés côtés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite-t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,
- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité,
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale) ;
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

SECTION 4. RESULTATS DES TRAVAUX

4. RESULTATS DES TRAVAUX

4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

4.1.1 COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés de l'ANCTP n'a pas été instituée pour se conformer à l'arrêté N° 11 588 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Commission des Marchés.

La Commission des Marchés n'ayant pas été créée, aucun rapport annuel n'a, a fortiori, été produit. Il faut également noter, pour le déplorer, que les dossiers de passation des marchés ne comportent pas les informations requises sur la procédure de sélection des fournisseurs :

- la saisine des fournisseurs n'est pas formalisée ;
- aucun procès verbal d'ouverture, d'évaluation ou d'attribution n'a été mis à notre disposition puisque l'agence ne formalise pas du tout ses opérations de passation des marchés. Les seuls éléments disponibles dans quelques rares dossiers, sont des bons de commande, des bordereaux de réception et des factures définitives ;
- les conditions d'éligibilité à la commande publique spécifiées dans l'article 43 du CMP et les renseignements et justifications requises pour la participation aux marchés publics ne sont pas rappelés lors de la saisine des soumissionnaires conformément aux dispositions des articles 45 et 46 du CMP.

4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de Passation des Marchés n'a pas été instituée pour se conformer à l'arrêté N° 11 586 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés.

Aucun rapport trimestriel n'a été produit comme stipulé dans le CMP.

4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

Les attestations de prise de connaissance de la **charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics n'ont pas été établies et signées en 2009** en violation de l'article 35 du décret 2005-575 du 22 juin 2005 portant approbation de la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics et à l'arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 alinéa 5 du Code des Marchés Publics fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics.

4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons requis de l'autorité contractante la communication des documents de programmation et d'exécution des marchés à savoir le plan de passation des marchés de l'ANCTP, l'état d'exécution dudit PPM, l'avis général de passation des marchés afin de pouvoir apprécier leur établissement conforme aux modèles prescrits et leur communication dans les délais requis aux organes de contrôle a priori et de régulation des marchés publics. Les constatations sont décrites ci – après :

4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES

La Plan de Passation des Marchés a été confectionné et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP. Nous n'avons cependant pas obtenu le justificatif de la transmission effective dans les délais requis

Six (06) marchés ont été réalisés sur les huit (08) prévus dans le PPM. Nous avons identifié 12 marchés exécutés et non inscrits dans le PPM.

4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'AGPM n'a pas été publié par l'Autorité Contractante qui est tenue de s'acquitter de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels dans la période voulue. Rappelons pour mémoire qu'il est fait obligation à chaque AC de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours. Si le PPM doit être transmis avant le 31 décembre de l'exercice précédent, l'AGPM doit en revanche être publié dans le courant du mois de janvier de l'exercice concerné.

4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES A L'ANCTP

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés à l'ANCTP sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A L'ANCTP EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	50	600	400	800	≥ 60	≥ 35
Fournitures et services	30	400	200	400	≥ 30	≥ 25
Prestations Intellectuelles	30	200	200	350	NA	≥ 35

4.2 EXAMEN DES MARCHES

Nous avons examiné la totalité des dix huit DRP qui ont été présentées soit un taux de couverture de 100% en nombre et 100% en valeur. Le contrôle d'exhaustivité des informations fournies par l'ANCTP n'a pas été effectué puisque l'agence ne fait pas de suivi auxiliaire des comptes fournisseurs.

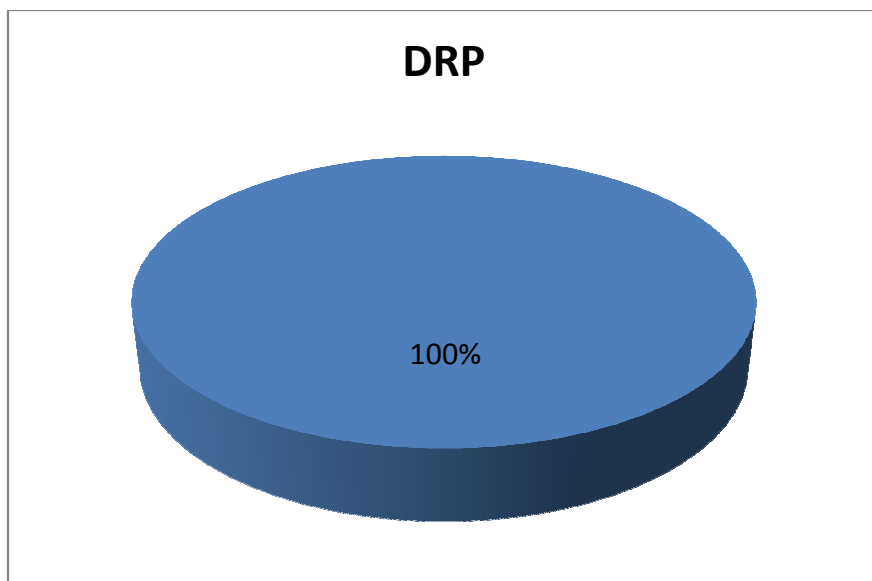
4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

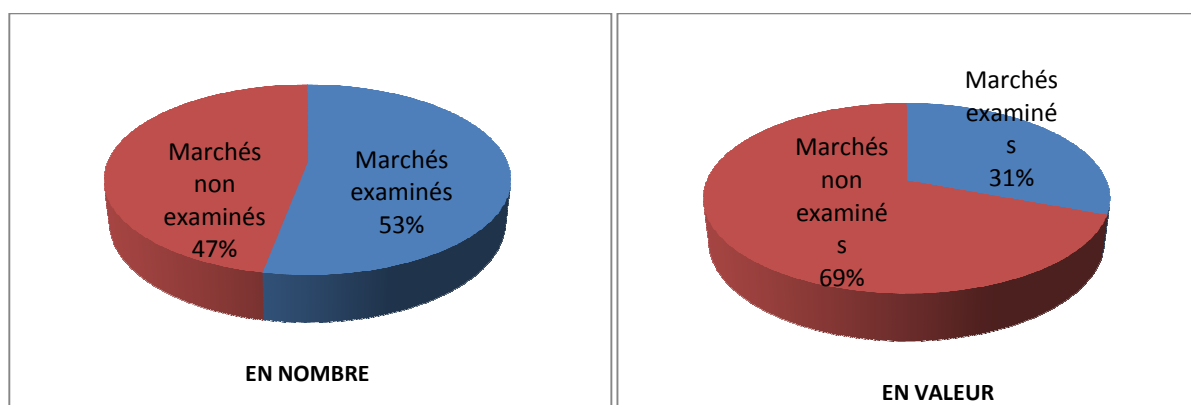
Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2009		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	-	-	-	-	-	-
Appel d'offres restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Demande de Proposition (DP)	-	-	-	-	-	-
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	2	31 428 822	2	31 428 822	100%	100%
Commandes directes (ED)	32	907 415 812	16	256 652 136	50%	28,28%
Avenant	-	-	-	-	-	-
TOTAL	34	938 844 634	18	288 080 958	52,94%	30,68%

La répartition des marchés présentés et examinés se présente comme suit :



CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR



CARTOGRAPHIE DES MARCHES EXAMINES ET NON EXAMINES EN NOMBRE ET EN VALEUR

4.2.2 MARCHES CONCLUS HORS PROCEDURE CONCURRENTIELLE

DESCRIPTION	OPERATIONS SELECTIONNEES A PARTIR DES FICHES DE SUIVI BUDGETAIRE			
	Fournitures de bureau	Consommables Informatiques	Impression de documents et brochures	Impression de la revue « Tuut Tank »
Attributaires	ETS WELLY-LA, SENEGALAISE MULTI SERVICES- PAPEX-STABURO	TMF-MAH BAT-PROMAINT- ETS WELLY-PAPEX	IMOA	LA ROCHETTE IMOA
Montants en F CFA	4 279 825	4 297 000	9 180 000	5 566 290
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Les dépenses enregistrées dans les fiches de suivi budgétaire sont pour la plupart un regroupement de plusieurs commandes directes adressées à différents fournisseurs sélectionnés, en dehors de toute procédure concurrentielle. Il s'agit de fractionnement de marchés (violation de l'article 27 de la Directive N° 4 de l'UEMOA et de l'article 54-2 du CMP) qui auraient du faire l'objet de DRP en bonne et due forme au terme desquelles des marchés à commande auraient pu être signés avec les attributaires. Les dossiers qui nous ont été présentés ne comprennent pour la plupart que les factures définitives payées par espèces au regard du « Bon pour Acquit » apposé par les fournisseurs sur lesdites factures. Lesdits paiements auraient dû être effectués par chèque ou virement au regard de leurs montants. - Le contrôle de l'exactitude arithmétique de la facture N° 209/28 émise par les ETS WELY pour des fournitures de bureau nous a permis d'identifier un écart défavorable de 16 000 F ; ce constat illustre que les vérifications préalables au paiement des factures ne sont pas correctement effectuées par la comptabilité. - Concernant la commande de consommables informatiques faite à la GENERALE DE MAH-BAT, nous avons noté que toutes les pièces de la commande ont été établies le 2 Janvier 2009 (facture pro forma 2009/002, Bon de Commande, Bordereau de Livraison 2009/002, facture définitive acquittée par le fournisseur, attestation de précompte TVA qui ne comporte pas le NINEA du fournisseur dont la facture ne mentionne pas ledit numéro). La facture acquittée par le fournisseur MAH BAT mentionne que le règlement a été fait par espèces pour 1 221 300 F alors qu'un règlement par chèque ou virement bancaire est requis pour toute opération dont la valeur dépasse 100 000 F CFA. S'y ajoute que la pièce de caisse dépense n'a pas été jointe. Nous n'avons aucun support de reversement de la TVA précomptée. - Le Bon de Commande émis le 21 avril 2009 au profit de PRO - MAINT pour l'acquisition de cartouches HP LASERJET pour un montant de 202 500 FCFA est postérieur à la date d'établissement de la facture définitive, de la facture pro forma et du Bordereau de livraison qui datent tous du 16 avril 2009. L'incohérence des dates 			

	<p>d'établissement des documents mentionnés ci-avant est une illustration de la mise en œuvre d'une opération de régularisation contraire aux dispositions de l'article 44 du COA ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les liasses comptables des achats de consommables informatiques ne comportent pas certaines pièces telles que les Bons de Commandes et les factures pro forma, pour nous permettre de vérifier que les commandes sont dûment autorisées par les personnes habilitées et qu'elles ont été établies au terme d'une procédure concurrentielle. Le même constat a été fait sur les opérations relatives à l'impression de documents et de brochures (factures 12 318 et 13 315 IMO) pour lesquelles les liasses comptables ne comprennent pas de bordereau de livraison pour attester de l'effectivité de la réception des commandes. - Les liasses comptables de plusieurs commandes pour la revue de Tutt Tank ne comportent pas certaines pièces telles que les BL et les factures pro forma, pour nous permettre de vérifier que les commandes ont été établies au terme d'une procédure concurrentielle et qu'elles ont été bien livrées.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Se conformer aux dispositions du CMP en matière d'acquisition de fournitures et services ; - Bannir le fractionnement des commandes à travers une planification des acquisitions conforme aux préconisations du CMP ; - Veiller à une plus grande rigueur dans la mise en œuvre des procédures de vérification des factures avant leur mise en règlement ; - Se conformer aux dispositions de l'article 44 du CMP qui proscriit la régularisation ; - Procéder au paiement par chèque ou virement des sommes dépassant le seuil de 100 000 F CFA, conformément à la réglementation des finances publiques ; - Veiller à l'exhaustivité du classement des pièces de marchés ; - Etablir les déclarations de TVA et reverser les montants précomptés dans les délais requis.
Commentaires de l'AC	<p>L'auditeur a relevé des non conformités sur l'exécution financière.</p> <p>Les écarts sur facture ne concernent que deux (02) documents : La seconde facture concerne les Ets Welly pour un montant de 16.000 F CFA qui a fait l'objet de régularisation car la facture a été intégralement payée. Cependant l'Agence veillera à faire procéder au classement correct de toutes les pièces comptables après une vérification rigoureuse.</p>
Appréciations du consultant	<p>Nous prenons acte de vos explications mais nous maintenons les observations formulées dans notre rapport provisoire</p>

DESCRIPTION	OPERATIONS SELECTIONNEES A PARTIR DES FICHES DE SUIVI BUDGETAIRE			
	Frais de mission internationale	Entretien et réparation des véhicules	Mobilier et Matériel de bureau	Aménagement Services Extérieurs/Centraux
Attributaires	ADA VOYAGES- AZUR VOYAGES-MEMBRES DE L'AGENCE Y COMPRIS LA DG	OILLIBYA-SICAS RENOVATION AUTOMOBILE-GKH- SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE-AFRIQUE PARE BRISE-GARAGE DIAMBAR	PROMAINT-FIDUSEN-ORCA- ELECTROOLUS-CHEZ JAMAL	ETS NDIAYE ET FRERES- JARDINIER- QUINCAILLERIE GENERALE-DIGITAL PLANET-MASTER OFFICE
Montants en F CFA	34 476 100	22 695 624	6 530 358	2 520 749
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Les dépenses enregistrées dans les fiches de suivi budgétaire sont pour la plupart un regroupement de plusieurs commandes directes adressées à différents fournisseurs sélectionnés en dehors de toute procédure concurrentielle. Il s'agit de fractionnement de marchés (violation de l'article 27 de la Directive N° 4 de l'UEMOA et de l'article 54-2 du CMP) qui auraient du faire l'objet de DRP en bonne et due forme au terme desquelles des marchés à commande auraient pu être signés avec les attributaires. Les dossiers qui nous ont été présentés ne comprennent pour la plupart que les factures définitives payées par espèces au regard du « Bon pour Acquit » apposé par les fournisseurs sur lesdites factures. Lesdits paiements auraient dû être effectués par chèque ou virement au regard de leurs montants. - des billets d'avion ont été payés 236 900 F (Facture N° 90/4056) pour 2 personnes lors de la conférence régionale sur les femmes et des per diem accordés pour 400 000 F par personne. Une décharge de 328 200 F relative à ces billets d'avion a été faite au profit de ADA Voyages alors que la facture mentionne le montant de 236 900 F ; il subsiste un reliquat non justifié de 91 300 F CFA. Sur ce rapport, nous notons qu'aucune procédure concurrentielle n'a été mise en œuvre pour la sélection des agences de voyages en violation de l'article 77 du CMP. - le contrôle de l'exactitude arithmétique de plusieurs factures nous a permis de détecter des écarts de 7 000 000 F et 10 000 F relatifs respectivement à des achats de billets d'avion en destination des Etats Unis et de Bamako. Une erreur de report du coût d'achat d'un billet d'avion dans l'état récapitulatif de suivi budgétaire a également été identifiée. Ces anomalies sont l'illustration d'un manque de rigueur dans la mise en œuvre des procédures de contrôle des opérations comptables et des vérifications préalables à la mise en règlement des factures. 			

	<ul style="list-style-type: none"> - Le contrôle de l'exactitude arithmétique des factures nous a permis de détecter des écarts respectifs de 70 000 F CFA 60 000 F CFA et 79 630 F CFA relatifs à l'achat d'une pompe à essence, à l'entretien d'un véhicule C5 et à la réparation de la Mercedes E 200 CDI, entre les montants facturés (55 000 F CFA, 303 870 F CFA, 126 910 F CFA) et les montants enregistrés (125 000 F CFA, 363 870 F CFA et 47 280 F CFA) ; ces constats illustrent encore les déficiences dans la mise en œuvre des procédures de contrôles des opérations comptables et des vérifications préalables au paiement des factures. - La facture N° 282/2009 de 983 500 F émise par le garage Khadim Ndour & Frères pour l'entretien et la réparation de la Mitsubishi L200 a été payée par chèque pour un montant de 1 403 500 F au nom d'une personne physique Ismaila Diop. Au-delà du caractère anormal d'un tel procédé, le montant payé dépasse de 420 000 F CFA le montant facturé sans qu'aucune explication du différentiel de règlement ne soit apportée par l'ANCTP. Aucune attestation de service fait n'a été établie, la facture « payée » n'est pas acquittée par le fournisseur pour attester qu'il a effectivement reçu le paiement. - Les liasses comptables de plusieurs commandes pour l'achat de matériel et mobilier de bureau ne comportent pas certaines pièces telles que les BC et BL, pour nous permettre de vérifier que les commandes sont dûment autorisées par les personnes habilitées, qu'elles ont été établies au terme d'une procédure concurrentielle et qu'elles ont été bien livrées. <p><u>AMENAGEMENT SERVICES EXTERIEURS CENTRAUX</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - La facture N° 63 émise par la Quincaillerie Sope Serigne Fallou Mbacké, porte 2 montants différents (129 000F et 122 500 F) alors qu'après vérification de l'exactitude arithmétique, le montant total de cette dernière est de 131 250 F CFA(écart de 8 750 F CFA entre le montant enregistré 122 500 F CFA et le montant de la facture 131 250 F CFA). - Les liasses comptables de plusieurs commandes pour l'achat de matériel et mobilier de bureau ne comportent pas certaines pièces telles que les BC et BL, pour nous permettre de vérifier que les commandes sont dûment autorisées par les personnes habilitées, qu'elles ont été établies au terme d'une procédure concurrentielle et qu'elles ont été bien livrées.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Se conformer aux dispositions du CMP en matière d'acquisition de fournitures et services ; - Bannir le fractionnement des commandes à travers une planification des acquisitions conforme aux préconisations du CMP ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à une plus grande rigueur dans la mise en œuvre des procédures de vérification des factures avant leur mise en règlement ; - Veiller à l'exhaustivité du classement des pièces de marchés ; - Justifier la différence de règlement de 420 000 F CFA sur la facture d'entretien et de réparation de la Mitsubishi ;
Commentaires de l'AC	<p>1. Frais de missions internationales :</p> <p>a) Le différentiel de 91.000 F CFA entre le montant de la facture n° 90/4056 de F CFA 236.900 et la décharge de ADA-Voyages de 328.200 F CFA représente le montant des pénalités de modifications des billets de Madame la Directrice Générale et de son assistante à l'occasion de la conférence mondiale des femmes à Banjul et pour laquelle elles ont reçu leurs frais de mission de 100.000 F CFA/jour conformément au Décret sur les missions à l'étranger des agents publics.</p> <p>L'auditeur a relevé des non-conformités sur l'exécution financière. Les observations suivantes s'imposent :</p> <p>4.1 les écarts arithmétiques sur facture ne portent pas sur un montant de sept millions (7.000.000 F CFA)</p> <p>Il s'agit bien d'une erreur de transcription sur la fiche signalétique de transport aérien de la facture de ADA Voyages n°90/3254 du 11 septembre 2009 de F CFA 2.912.000 payée par chèque CBAO n° 8221908 du 23 septembre 2009 du même montant.</p> <p>En effet, en lieu et place, sur la fiche comptable, au lieu d'écrire 2.912.000 F FCFA, on a transcrit 9.912.000 F CFA soit un écart de 7.000.000 F CFA.</p> <p>En tout état de cause, seule la facture et la copie du chèque font foi – (voir Annexe).</p> <p>C'est pourquoi, nous invitons l'auditeur à revoir le libellé de son paragraphe qui prête lourdement à confusion.</p> <p>L'erreur de report du coût du billet de transport aérien aux USA de la DG de 2.912.000 F CFA payé par chèque</p>

	<p>CBAO n° 8221908 du 23 septembre 2009 a fait l'objet d'une transcription sur la fiche signalétique comptable à 9.912.000 F CFA entraînant un écart de 7.000.000 F CFA sans préjudice sur les opérations réelles de l'Agence.</p> <p>4.2.1 Facture de Quincaillerie Sope Serigne Fallou MBACKE. Il faut signaler à ce propos que l'écart de 8.750 F CFA représente la remise accordée à l'Agence qui a décaissé 122.500 F CFA objet de l'enregistrement En conclusion : l'Agence veillera sur le contrôle, l'enregistrement et l'archivage des documents comptables. Par ailleurs, il n'existe aucune différence à justifier pour une facture dûment et intégralement payée à son bénéficiaire.</p> <p>Entretien véhicules :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Il s'agit d'erreurs de report sur les fiches signalétiques comptables et non d'écarts sur les factures et les chèques émis par l'Agence. a.1 : facture de 55.000 F CFA de Ndiguel MBOW a été payée 50.000 F CFA et enregistrée à 55.000 F CFA ; a.2 : facture de 303.870 F CFA de GKW a été enregistrée 363.870 F CFA ; a.3 : facture de 117.280 F CFA de la Sénégalaise de l'Automobile a été enregistrée 47.280 F CFA ; <p>Toutes les erreurs relevées sur les fiches comptables ont été corrigées. Il reste constant que les factures sont correctes et les règlements sont conséquents. Il me semble important de faire noter que les grandes entreprises bénéficient d'un moratoire sur le prélèvement de la TVA à 18% au moment du règlement à hauteur de 50% ; à charge pour elles de procéder aux régularisations aux périodes prescrites. Ceci explique des décalages constatés par l'auditeur qui semble les assimiler à des écarts.</p> <p>a.4 : La facture n° 282/2009 de F CFA 983.500 du Garage Ndour et Frères a été effectivement payée à son prestataire à 983.500 F CFA.</p> <p>La copie du chèque émis au nom de Monsieur Ismaïla DIOP gérant des Ets Welly n'a absolument rien à voir avec le garagiste. Une erreur de nos services dans le classement des documents a pu occasionner cette transcription sur les fiches comptables totalement erronée.</p>
--	--

Appréciations Consultant	<p>du</p> <p>1. Nous prenons acte de vos précisions sur le différentiel de 91.000 F CFA représentant les pénalités de modifications des billets. Nous maintenons cependant nos observations quant à la non mise en œuvre de procédures concurrentielles pour la sélection des prestataires de service.</p> <p>4.1 et 4.2.1 Nous prenons acte de vos explications et vous suggérons en conséquence de corriger la fiche de suivi comptable en ce qui concerne le prix du transport et de noter également que la remise accordée à l'Agence par la Quincaillerie Sope Serigne Fallou Mbacké, a un caractère commercial et doit de ce fait figurer sur la facture.</p> <p>Nous notons par ailleurs vos résolutions pour apporter les corrections nécessaires aux fiches signalétiques de l'entretien des véhicules.</p>
-------------------------------------	---

DESCRIPTION	OPERATIONS SELECTIONNEES A PARTIR DES FICHES DE SUIVI BUDGETAIRE			
	Acquisition de matériel informatique	Batterie de cuisine	Tables élèves	Chaises élèves
Attributaires	PROMAINT-TMF	MAH BAT-OUSMANE KEBE-NT TRADING- CHEIKH DIAGNE	CHEIKH DIAGNE-LA SENEGALAISE MULTI SERVICES-ETS KEUR KHADIM CHEIKH DIAGNE	GIE MASSOMAI MULTISERVICES-POK- AVDISTRUB GIE-EMAF
Montants en F CFA	24 172 300	19 846 560	10 683 900	29 736 000
Non conformités	<p><u>ACHATS DE MATERIELS INFORMATIQUES</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Les liasses comptables relatives aux factures N° 01200185 (9 735 000 F CFA) et N° 01200135 (843 700 F CFA) émises par PRO MAINT pour la fourniture de matériel informatique ne comportent pas certaines pièces telles que les BC, facture pro forma et bons de caisse pour nous permettre de vérifier que les commandes sont dûment autorisées par les personnes habilitées et qu'elles ont été établies au terme d'une procédure concurrentielle. Par ailleurs, nous avons identifié un écart de 21 300 F entre le chèque émis à l'ordre de PROMAINT (Chèque N° 8196231 de 865 000 F) et sa facture N° 01200135 d'un montant de 843 700 FCFA. - Les prestations relatives à l'acquisition de matériel informatiques ont fait l'objet de commandes directes auprès de PROMAINT (11 345 700 F) et TMF (12 826 600 F) en dehors de toute procédure concurrentielle, en violation des règles d'acquisition préconisées par le CMP <p><u>ACHAT DE BATTERIE DE CUISINE</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Les liasses comptables ne comportent pas certaines pièces telles que les BC, attestations de précompte TVA et bons de caisse pour nous permettre de vérifier que les commandes sont dûment autorisées par les personnes habilitées, qu'elles ont été établies au terme d'une procédure concurrentielle, que le reversement de la TVA a été pris en compte et qu'elles ont été bien payées. 			

	<ul style="list-style-type: none"> - Plusieurs commandes directes fractionnées ont été effectuées pour l'acquisition de batteries de cuisine pour un montant cumulé de 19 846 560 F CFA plutôt que d'organiser un appel d'offres en bonne et due forme. Le même constat a été fait pour l'acquisition de tables et de chaises qui a donné lieu à l'établissement de plusieurs bons de commandes pour un montant cumulé estimé à 40 419 900 F CFA nettement au dessus du seuil de passation des marchés par appel d'offres. S'y ajoutent que certaines liasses de règlement ne comportent pas de bons de commandes, ni de bordereaux de livraison pour attester de l'effectivité des réceptions (Facture du GIE MASSOMAI pour un montant de 8 260 000 F CFA).
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Se conformer aux dispositions du CMP en matière d'acquisition de fournitures et services ; - Veiller à une plus grande rigueur dans la mise en œuvre des procédures de vérification des factures avant leur mise en règlement ; - Veiller à l'exhaustivité du classement des pièces de marchés ; - Bannir le fractionnement des commandes, conformément aux dispositions du CMP ; - Justifier le trop payé de 21 300 F entre le chèque émis à l'ordre de PROMAINT (Chèque N° 8196231 de 865 000 F) et sa facture N° 01200135 d'un montant de 843 700 FCFA.
Commentaires de l'AC	<p>C – Observations relatives aux dépenses suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Acquisition de matériel informatique 2. Batterie de cuisine 3. Table élève 4. Chaise élève <p>1. Acquisition de matériel informatique</p> <p>a) Toutes les commandes effectuées par l'Agence ont été autorisées et payées par l'ordonnateur des dépenses, Administrateur de crédits.</p>

	<p>Le chèque CBAO n° 8196232 de F CFA 865.000 F a servi à payer la Société PROMAIN pour une fourniture de matériel informatique d'une part et les prestations relatives au contrat d'entretien et de maintenance de nos appareils électroniques d'autre part :</p> <p>Il s'agit des factures suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Facture n° 01200135 de F CFA 843.700 TTC = 715.000 HT 2. Facture n° 02161256 de F CFA 177.000 TTC = 150.000 HT <p style="text-align: right;">----- 865.000 HT</p> <p>Les attestations de précompte de la TVA sont jointes aux factures susvisées.</p> <p>Les tables et les chaises sont des éléments du dispositif de la classe d'apprentissage mais ne sont pas de la même nature.</p>
Appréciations consultant	<p>du</p> <p>Nous prenons acte de vos précisions toutefois nous maintenons nos réserves relativement à l'absence de toute procédure concurrentielle conforme aux dispositions du Code des marchés publics quant à la sélection des prestataires.</p>

DESCRIPTION	OPERATIONS SELECTIONNEES A PARTIR DES FICHES DE SUIVI BUDGETAIRE		
	Nattes	Matériel didactique des CTP	Formation suivi-évaluation
Attributaires	ETS WELLY-NT TRADING-QUINCAILLERIE DE L'ISLAM	ETS WELY-POK-NT TRADING-AWA GUEYE	CANTINE « LES MARTYRS » COMMUNICATION
Montants en F CFA	27 615 000	6 476 952	38 766 750
Non conformités	<p><u>ACHAT DE NATTES</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'achat de nattes a donné lieu plusieurs achats directs d'un montant cumulé de 27 615 000 F CFA, soit largement au dessus du seuil de passation de marché, en violation des dispositions du CMP en matière d'acquisition.. Les liasses comptables de ces opérations ne comportent pas certaines pièces telles que les BC, attestations de précompte TVA, bons de caisse pour certaines commandes pour nous permettre de vérifier que les commandes sont dûment autorisées par les personnes habilitées, qu'elles ont été établies au terme d'une procédure concurrentielle, que les précomptes de TVA ont fait l'objet de déclaration et de reversement. <p><u>ACHAT DE MATERIEL DIDACTIQUE DES CTP</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Les liasses comptables ne comportent pas certaines pièces telles que les BC, attestations de précompte TVA, bons de caisse pour certaines commandes pour nous permettre de vérifier que les commandes sont dûment autorisées par les personnes habilitées, qu'elles ont été établies au terme d'une procédure concurrentielle, que le reversement de la TV est pris en compte et qu'elles ont été bien payées. <p><u>FORMATION SUIVI-EVALUATION</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Les frais d'hébergement à Saly mentionnés dans le budget de l'atelier ci – avant mentionné pour un montant estimé à 3 857 200 F CFA n'ont pas été justifiés. - Un montant de 5 567 500 F relatif à l'atelier de formation des conseillères familiales n'a pas été justifié. - Aucun rapport d'activités n'a été joint aux liasses comptables pour les différents ateliers mentionnés ci – avant. 		

Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Se conformer aux dispositions du CMP en matière d'acquisition de fournitures et services ; - Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marché ; - Produire les justificatifs des dépenses figurant sur l'état de suivi budgétaire.
Commentaires de l'AC	<p>Observations relatives aux dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Acquisition de nattes ; -Matériel didactique ; -Formation – Suivi – Evaluation ; <p>1- La facture de l'Atelier d'élaboration du plan d'action de l'Agence pour l'exercice 2010 est jointe en annexe (l'Atelier s'est tenu à l'hôtel les Amaryllis à Mbour du 27 au 29 Septembre 2009) ;</p> <p>2- L'Atelier de formation des conseillères familiales s'est tenu au CNEPS de Thiès du 17 au 20 novembre 2009. Les pièces justificatives de dépenses sont jointes en annexe.</p>
Appréciations du consultant	<p>-Acquisition de nattes : Nous maintenons nos réserves en ce qui concerne l'acquisition de nattes qui a donné lieu à plusieurs achats directs cumulés pour un montant contrôlé de 27 615 000 FCFA largement au-dessus du seuil de passation des marchés violation des dispositions du Code des marchés relativement au fractionnement des commandes.</p> <p>-Acquisition de matériel didactique : Nos réserves sont maintenues; ce marché ayant été réalisé en dehors de toute procédure concurrentielle.</p> <p>-Ateliers d'élaboration de plan d'action et de formation : nous accusons réception des justificatifs de dépenses relatives aux ateliers de formation toutefois nous confirmons toutes nos réserves relatives globalement à l'inobservation de procédures concurrentielles pour la sélection des prestataires.</p>

DESCRIPTION	OPERATIONS SELECTIONNEES A PARTIR DES FICHES DE SUIVI BUDGETAIRE	
	Communication Promotion NTIC	Honoraires et indemnités diverses
Attributaires	LE FORUM-ETS TIGER INDUSTRIES-CERCLE MESS DES OFFICIERS-COUVERTURE MEDIATIQUE-MKD CREATIONS- CANAL INFO NEWS-INTER AF- GROUPE LE MESSENGER-SOLEIL	Studio 1 d'Architecture Famalé Keita
Montants en F CFA	15 463 280	1 810 000
	<p><u>COMMUNICATION PROMOTION NTIC</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - plusieurs commandes directes ont été faites en violation des règles d'acquisition préconisées par le CMP, notamment en ce qui concerne la diffusion de spots sur Canal Info (8 850 000 F CFA ; l'insertion publicitaire dans l'Agenda Présidentiel confectionné par INTER AF (3 540 000 F CFA), l'insertion d'un publi reportage dans le Messenger (1 500 000 F CFA)... <p>Notons que pour le règlement de la facture de Canal Info, un chèque CBAO N° 8221930 du 20 octobre 2009 d'un montant de 2 500 000 F CFA a été émis au nom de A N MEDIA SA, structure autre que celle qui a émis la facture.</p>	
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Se conformer aux dispositions du CMP en matière d'acquisition ; - Les paiements doivent être effectués au profit des personnes morales avec lesquelles l'ANCTP a contracté ; 	
Commentaires de l'AC	<p>Au sujet de Canal Info, le règlement a été effectué au nom de An Media.sa, qui gère la dite structure.</p> <p>Une simple observation aurait permis de constater que les règlements au profit de Canal Info doivent être libellés ainsi.</p>	
Appréciations du consultant	<p>Nos observations sont maintenues, le paiement aurait dû être effectué au profit de CANAL INFO NEWS au lieu de AN MEDIA SA structure différente de celle qui a émis la facture.</p>	

4.2.3 MARCHES CONCLUS PAR DRP

	DRP REVUE TUUT TANK	DRP CAHIERS D'ACTIVITES
Attributaires	LA ROCHETTE	IMOA
Montants en F CFA TTC	1 458 822	29 970 000
Non conformités	<p>La liasse comptable de la commande pour la revue de Tutt Tank ne comporte pas le BL, pour nous permettre de vérifier l'effectivité de la réception de la commande.</p>	<p>Les lettres de consultation n'ont pas été jointes à la liasse comptable. Par ailleurs, nous avons noté que le procès verbal de dépouillement est daté du 30 avril 2008 pour des offres établies entre le 31 mars et le 30 avril 2009. En outre, l'examen des offres de Distribution Plus, Ninissa Deco, Imprimerie du Centre, Imprimerie du Midi et de l'Occident Africain et Génie Conseil a permis d'identifier de nombreuses similitudes qui laissent entrevoir qu'elles proviendraient de la même source ou de sources liées.</p>
Recommandations	<p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marché ;</p>	<p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marché ;</p> <p>Bannir les pratiques collusives, en procédant à une réelle concurrence dans la mise en œuvre des procédures d'acquisition ;</p>

ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP

(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (22) 33 821 41 72 Fax (22) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 06 avril 2011

A Madame le Directeur Général
de l'Agence Nationale de la Case
des Tout Petits (ANCTP)

Objet : Transmission du Rapport Provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2010

Madame le Directeur Général,

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Vous voudrez bien nous faire parvenir vos commentaires au plus tard dans les dix jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire et vous prions d'agréer, **Madame le Directeur Général**, l'expression de notre parfaite considération.

Ibra Guèye
Associé

B. S. C.
Business System Consulting Group
12, Rue du Docteur THEZE
Tél: 821 41 72 - Fax: 822 95 03
BP: 11616 - Dakar SENEGAL
Email: bsc@arc.sn

regu le 08/04/2011

